



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 3 MARS 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 35

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du neuvième jour de février 1906, de nommer M. Joseph Amédée Lambert, ci-devant député-régistrateur, de Beauceville, agent des terres pour la nouvelle agence des terres, connue sous le nom de l'Agence des Terres du Lac Mégantic, et comprenant les cantons de Risborough, Gayhurst, Spalding, Whitton, Ditchfield, Marston, Clinton, Louise, Chesham et Woburn. 827

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 26 février 1906, de nommer MM. Louis Bergeron, Henry Brassard et Majoric Gauthier, conseillers de la municipalité de Saint-Ambroise, comté de Chicoutimi, en vertu de l'article 327 du code municipal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 26 février 1906, de nommer MM. Adelville Poulin et Michel Roy, conseillers de la municipalité de Sainte-Germaine du lac Etchemin, comté de Dorchester, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal. 823

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3rd MARCH, 1906.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 36

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the ninth day of February, 1906, to appoint Mr. Joseph Amédée Lambert, formerly deputy registrar, of Beauceville, lands agent for the new lands agency, known by the name of the Lands Agency of Lake Megantic, and comprising the townships of Risborough, Gayhurst, Spalding, Whitton, Ditchfield, Clinton, Louise, Chesham and Woburn. 828

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 26th of February, 1906, Messrs. Louis Bergeron, Henry Brassard and Majoric Gauthier, councillors of the municipality of Saint Ambroise, county of Chicoutimi, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 26th of February, 1906, to appoint Messrs. Adelville Potvin and Michel Roy, councillors of the municipality of Sainte Germaine du lac Etchemin, county of Dorchester, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code. 824

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatorzième jour de février 1906, de nommer M. Henri A. St. Pierre, avocat, de la cité de Montréal, protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la paix pour le district de Pontiac. 825

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourteenth day of February, 1906, to appoint Mr. Henri A. St. Pierre, advocate, of the city of Montreal, protonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the Crown and clerk of the peace for the district of Pontiac. 826

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du seizième jour de février 1906, par lesquels le nom de la compagnie "V. Filteau & Cie." a été changé par celui de "The Charny Lumber Co."

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingtième jour de février 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

821

No 1225.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Témiscamingue, dans le comté de Pontiac, le canton Laverlochère, moins toutefois les lots du premier rang de ce canton ayant le No 1 et les numéros suivants jusqu'à vingt inclusivement, et l'unir au canton Baby, dans le même comté, pour former avec ce dernier canton une municipalité scolaire sous le nom de "Laverlochère et Baby".

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 829

No 3542.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Cap-des-Rosiers, dans le comté de Gaspé, les lots ayant au cadastre officiel du canton de Cap Rosier les numéros 44a, 44b, 45, 46a, 46b, 47, 48a, 48b, 48c, 48d, 48e, 48f, 49a, 49b, 49c, 49d, 50a et 50b, du premier rang nord de ce canton, et les lots ayant les numéros 37 et suivants jusqu'au numéro 43 inclusivement du deuxième rang nord du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de l'Anse-à-Griffon, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 895

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés ayant transmis au département de l'agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont par les présentes, constitués en corporations.

Dans le comté du Lac Saint-Jean, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la municipalité du village Hébertville Station".

Dans le comté de Portneuf, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Marc des Carrières".

AUGUSTE TESSIER,
Ministre de l'agriculture.

Québec, 27 février 1906.

843

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", supplementary letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1906, by which the name of the company "V. Filteau & Cie." was changed to that of "The Charny Lumber Co."

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twentieth day of February, 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

822

No. 1225.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Temiscamingue, in the county of Pontiac, the township Laverlochère, less, however, the lots of the first range of this township bearing the number one and the following numbers up to twenty inclusively, and to unite it to the township Baby, in the same county, to form with this latter township a school municipality by the name of "Laverlochère and Baby".

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 830

No. 3542.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Cap des Rosiers, county of Gaspé, the lots having on the official cadastre of the township of Cap Rosier, the numbers 44a, 44b, 45, 46a, 46b, 47, 48a, 48b, 48c, 48d, 48e, 48f, 49a, 49b, 49c, 49d, 50a and 50b, of the first range north of this township, and the lots having the numbers 37 and following up to number 43 inclusively, of the second range north of the same township, and to annex them to the school municipality of l'Anse-à-Griffon, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only of the first of July next, 1906. 896

Public notice is hereby given that the farmers' clubs hereinafter mentioned having transmitted to the department of agriculture the declarations required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of these clubs which are hereby constituted as corporations.

In the county of Lake Saint John, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the municipality of the village of Hébertville Station".

In the county of Portneuf, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint Marc des Carrières".

AUGUSTE TESSIER,
Minister of Agriculture.

Québec, 27th February, 1906.

844

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse du Sacré-Cœur de Marie, comté du Lac Saint-Jean, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1675^{qq} des statuts refondus de la province de Québec.

AUGUSTE TESSIER,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 27 février 1906.

841

Avis public est par les présentes donné que la société d'horticulture ci-après mentionnée, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi et s'étant conformée à toutes les exigences des statuts 56, Vict., ch. 21, s. 1 et 57 Vict., ch. 20, le soussigné autorise la formation de cette société, qui est par les présentes constituée en corporation.

Dans le comté de Mégantic, la société ci-dessous est autorisée sous le nom suivant, savoir :

"Société d'horticulture du comté de Mégantic".

AUGUSTE TESSIER,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 28 février 1906.

851

La compagnie "United Typewriter Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Valentine Cormack, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 26 février 1906.

La compagnie "Rochester German Insurance Co." a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Patrick Martin Wickham, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 20 février 1906.

La compagnie "The Manson Campbell Co., Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Napoléon J. Côté, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 24 février 1906.

La compagnie "Frank & Bryce", Limited a été autorisée à faire des affaires dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite compagnie "Frank & Bryce", Limited, par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James Allardice, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 24 février 1906.

819

Public notice is hereby given that the farmers' club of the parish of La Sacré Cœur de Marie, county of Lake Saint John, not having been in working order since upwards of two years, are declared to be dissolved, pursuant to article 1675^{qq} of the revised statutes of the province of Quebec.

AUGUSTE TESSIER,

Minister of Agriculture.

Quebec, 27th February, 1906.

842

Public notice is hereby given that the horticultural society hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statutes 56 Victoria, chapter 21, s. 1 and 57 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this society, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Mégantic, the following society is authorized under the following name, to wit :

"The Horticultural Society of the county of Mégantic".

AUGUSTE TESSIER,

Minister of Agriculture.

Quebec, 28th February, 1906.

852

The "United Type Writer Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Valentine Cormack, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 26th February, 1906.

The "Rochester German Insurance Co." has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Patrick Martin Wickham, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 20th February 1906.

The "Manson Campbell Co., Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Napoléon J. Côté, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 24th February, 1906.

The Company "Frank & Bryce", Limited has been authorized to do business in the province of Quebec, however, the powers conferred on the said "Frank & Bryce", Limited, by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature, created under and in virtue of the laws of the province of Quebec and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits instituted against it, is Mr. James Allardice, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 24 h February, 1906.

820

La compagnie "Canadian Revolving Door Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Henry J. Elliott, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Quebec, 27 février 1906. 853

AVIS DE VENTE DES TERRAINS ET BATIMENTS DE L'ANCIENNE ECOLE DE LAITERIE DE ST-HYACINTHE.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL

Quebec, 19 février 1906.

Des soumissions cachetées, adressées au soussigné, seront reçues au Département des Travaux publics et du Travail, à Québec, jusqu'au 13 mars prochain 1906, pour l'achat du terrain de l'ancienne école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe (y compris les bâtiments dessus érigés), dont suit la désignation :

1° Une lisière de terre détachée du numéro soixante et seize, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, ayant quatorze pieds de largeur sur environ cent onze pieds, égalant la longueur de l'emplacement détaché de ce numéro et à partir du chemin.

2° Une autre lisière de terre contigue à celle sus-décrite, détachée du numéro soixante et quinze, du même cadastre, ayant une largeur de six pieds et une longueur égale à la longueur de la lisière sus-décrite, à être prise sur le côté ouest du dit numéro, de manière que ces deux lisières fassent un passage de vingt pieds de largeur.

3° Un autre terrain ayant cent quarante-six pieds de largeur sur la longueur qu'il y a depuis la ligne à la profondeur de l'emplacement sur le numéro soixante et seize, en prolongeant cette ligne vers l'est sur une longueur de cent pieds, et ce terrain partant de là et allant jusqu'à la rivière, et comprenant partie des numéros soixante et seize, soixante et quinze, et vingt six pieds de largeur sur le numéro soixante et quatorze.

4° Un terrain contigu et à l'est du passage sus-décrit, formant quatre-vingts pieds de largeur sur la longueur qu'il y a entre le chemin et le front du troisième terrain sus-décrit, et comprenant la balance du numéro soixante et quinze, et vingt-six pieds de largeur sur le numéro soixante et quatorze.

Le prix d'achat devra être payé au gouvernement de la manière suivante : un quart comptant, et la balance par termes avec intérêt au taux de cinq pour cent par an. Un chèque accepté de dix pour cent devra accompagner chaque soumission. Le gouvernement ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

ERNEST GAGNON,
Secrétaire du département des
Travaux publics et du Travail.

761

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Emile Martial Chapdelaine, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la paroisse de Saint-Justin, comté de Maskinongé, district des Trois-Rivières, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis Edouard Galipeault, en son vivant notaire public, pratiquant en la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, dans le district des Trois-Rivières, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

667-3

The "Canadian Revolving Door Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Henry J. Elliott, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 27th February, 1906. 854

NOTICE OF SALE OF THE LOTS AND BUILDINGS OF THE OLD DAIRY SCHOOL OF SAINT HYACINTH.

DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND LABOR.

Quebec, 19th February, 1906.

Sealed tenders, addressed to the undersigned, will be received at the Department of Public Works and Labor, at Quebec, up to the 13th of March next, 1906, for the purchase of the site of the old Dairy School of Saint Hyacinth (including the buildings thereon erected), of which the following is the description :

1. A strip of land detached from number seventy six, of the official cadastre of the parish of Saint Hyacinth the Confessor, having fourteen feet in width by about one hundred and eleven feet, equalling the length of the lot detached from this number and starting from the road.

2. Another strip of land contiguous to the one above described, detached from number seventy five, of the same cadastre, having a width of six feet and a length equal to the length of the strip above described, to be taken off the west side of the said number, so that these two strips may form a passage of twenty feet in width.

3. Another lot measuring one hundred and forty six feet in width by the length there is from the line in rear of the lot of number seventy six, prolonging that line to the east for a length of one hundred feet and this land starting from there and going to the river, and comprising part of the numbers seventy six, seventy five, and twenty six feet in width on number seventy four.

4. A lot contiguous and to the east of the passage above described, forming eighty feet in width by the length there may be between the road and the front of the third lot above described, and comprising the balance of lot number seventy five, and twenty six feet on number seventy four.

The purchase price is to be paid to the government as follows : one fourth cash, and the balance by instalments with interest at five per cent a year. An accepted cheque of ten per cent must accompany each tender. The government is not bound to accept the lowest or any tender.

ERNEST GAGNON,
Secretary of the department of
Public Works and Labor.

762

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Emile Martial Chapdelaine, notary public, practising and residing in the parish of Saint Justin, county of Maskinongé, district of Three Rivers, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Louis Adelard Galipeault, in his lifetime notary public, practising at the parish of Saint Joseph de Maskinongé, in the district of Three Rivers, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

668

PARLEMENT DU CANADA.

RÉSUMÉ DES RÈGLES CONCERNANT LES BILLS PRIVÉS.

Avis à publier dans la GAZETTE DU CANADA.

51. Tous les avis exposeront clairement la nature et l'objet de la demande, et seront publiés une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives sous la signature et avec l'adresse du pétitionnaire ou de son agent. Les Avis en vue de lois constitutives doivent donner le nom de la compagnie projetée. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, les Avis doivent être publiés en anglais et en français. Si l'entreprise doit être déclarée être "à l'avantage général du Canada", mention doit en être faite dans l'Avis, et copie de l'Avis doit être expédiée au greffier de chaque municipalité intéressée ainsi qu'au secrétaire de la province; en foi de quoi une déclaration statutaire doit être présentée au greffier de chacune des chambres.

Avis à publier dans les journaux.

A. QUAND LE BILL PROJETÉ A EN VUE DE DONNER EXISTENCE LÉGALE.

- 1) A une compagnie de chemin de fer ou de canal: dans la principale cité ou ville de chaque comté ou district où doit être exécutée l'entreprise;
- 2) A une compagnie de télégraphe ou de téléphone: dans la principale cité ou ville de chaque province où doit être exploitée l'entreprise;
- 3) A des compagnies diverses, avec pouvoirs spéciaux ou exclusifs: dans la localité spécialement intéressée.

Pour les bills à l'effet de constituer des banques, des compagnies d'assurance, des compagnies de trusts et de prêts et emprunts ou des compagnies industrielles n'ayant pas de pouvoirs exclusifs, il n'est pas besoin de publier d'avis dans les journaux.

B. QUAND LE BILL PROJETÉ A POUR OBJET DE MODIFIER UNE LOI EXISTANTE.

1. Pour le prolongement d'un chemin de fer ou d'un canal, ou pour la construction d'embranchements de l'un ou de l'autre: dans la principale cité ou ville de chaque comté ou district intéressé;
2. Par la prorogation du délai déterminé pour la construction ou l'achèvement d'une entreprise, ou par l'extension des pouvoirs (généraux), ou par la modification du capital ou des obligations, ou de façon à porter atteinte à quelques droits des actionnaires, des porteurs d'obligations ou des créanciers: au siège social.

Des numéros de tous les journaux contenant l'avis doivent être envoyés au greffier de chacune des chambres.

Pétitions et Bills.

61. Doivent être déposés entre les mains du greffier de la chambre, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire du bill projeté et une somme suffisante pour en défrayer l'impression et la traduction. Il sera en outre versé un droit de \$200 après la deuxième lecture du bill.

49. Toutes les pétitions doivent être présentées au cours des trois premières semaines de la session, et tous les bills privés, pendant les quatre premières semaines.

56. Quand il s'agit d'une pétition pour la constitution d'une compagnie de chemin de fer ou d'une compagnie de canal, ou pour le prolongement d'un chemin de fer ou d'un canal déjà autorisés, il doit être fourni à l'usage du comité des ordres permanents un plan de l'emplacement projeté des ouvrages avec indication des comtés ou districts qu'ils doivent traverser.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.
THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre des Communes.

PARLIAMENT OF CANADA.

SUBSTANCE OF RULES RELATIVE TO PRIVATE BILLS.

Notices in Canada Gazette.

51. All Notices shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be published weekly for five consecutive weeks, over the signature and address of the applicant or agent. Notices for acts of incorporation must give name of proposed company. In Quebec and Manitoba, Notices to be published in both English and French. If the words are to be declared for the "general advantage of Canada", it shall be so stated in the Notice, and a copy sent to the clerk of each municipality affected, and to the secretary of the province. A statutory declaration of this service to be filed with the clerk of each house.

Notices in Newspapers.

A. WHEN THE PROPOSED BILLS IS TO INCORPORATE.

1. A railway or canal company—In the principal city or town in each county or district in which works are to be constructed.
2. A telegraph or telephone company—In the principal city or town in each province in which it is proposed to operate.
3. Miscellaneous companies, with any special or exclusive powers—In the locality specially affected.

Bills incorporating banks, insurance companies, trust and loan companies or industrial companies not having any exclusive powers, do not require to be advertised in Newspapers.

B. WHEN THE PROPOSED BILL IS TO AMEND AN EXISTING ACT.

1. By extending a line of railway or canal, or by building branches thereto—In the principal city or town in each county or district affected.
2. By extending the time for the construction or completion of any works, or by extending the powers (general), or by altering the capital or bonds, or affecting any rights of shareholders, bondholders or creditors—At the head office of the company.

A copy of all Newspapers containing the Notice shall be sent to the clerk of each house.

Petitions and Bills.

61. A copy of the proposed Bill shall be deposited with the clerk of the house eight days before the opening of the session, with a sum sufficient to pay for printing and translating the same, and a further fee of \$200 shall be paid after the second reading of the bill.

49. All petitions must be presented within the first three weeks of the session, and Private Bills within the first four weeks.

56. In the case of a petition for the incorporation of a railway company or a canal company, or for the extension of a line of railway or canal already authorized, a plan showing the proposed location of the works and the counties or districts to be traversed thereby, shall be filed for the use of the committee on standing orders.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.
THOS. B. FLINT,
Clerk of the House of Commons.

RÈGLE SPÉCIALE DU SÉNAT.

Lorsque est envoyé ou est présenté au sénat un bill à l'effet de ratifier un acte, un bail ou une convention, le bail, la convention ou l'acte doit être reproduit dans le bill en annexe ou autrement.

663 SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

RÉSUMÉ DES RÈGLES SPÉCIALES DE LA CHAMBRE DES
COMMUNES CONCERNANT LES BILLS DE
CHEMINS DE FER.

52. Les bills qui ont pour objet la constitution de compagnies de chemins de fer doivent être rédigés en conformité du Bill modèle du type dont le greffier fournira des exemplaires.

a. Les dispositions qui s'écartent du bill type doivent être mises entre crochets.

b. Les articles de lois existantes qu'il est question de modifier seront réimprimés au complet, avec les modifications désirées insérées à leurs places entre crochets.

c. Les dispositions exceptionnelles doivent être clairement exprimées dans l'avis de demande.

53. Seront fournis au comité des chemins de fer au moins une semaine avant la mise à l'étude du bill, un plan attesté de l'emplacement du chemin de fer projeté et de toutes voies ferrées existantes ou autorisées dans la région que doit desservir la ligne projetée ou qu'elle intéresse de quelque façon, ainsi qu'une déclaration énonçant le montant du capital qu'on se propose de mettre dans l'entreprise et la manière dont on entend se procurer ces fonds.

665 THOS. B. FLINT,
Greffier des Communes.

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÉGLEMENTS
DU CONSEIL LÉGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to the Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of schedule or otherwise.

664 SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

SUBSTANCE OF SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF
COMMONS, RELATING TO RAILWAY BILLS.

52. Bills for Acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the Model Bill, copies of which may be obtained from the clerk.

a. Provisions varying the Model Bill shall be inserted between brackets.

b. Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full, with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

c. Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

53. A certified plan showing the location of the proposed line of railway, and all existing or authorized lines within, or in any way affecting the district which is intended to be served, and an exhibit showing the amount of proposed capital and the manner in which it is to be raised, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the Bill.

666 THOS. B. FLINT,
Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; or the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

37

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51.—Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier parti-

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

38

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any

culier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer ses raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

F. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly,

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec par la Compagnie générale du Port de Chicoutimi, aux fins d'obtenir une loi l'autorisant à vendre ses pouvoirs, droits, franchises et entreprise à toute compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie, analogues à ceux de la compagnie, et définissant plus amplement ses pouvoirs en vertu de sa charte, et plus spécialement en vertu de la section 9, sous-sections 1 et 10.

FLEET, FALCONER & COOK,
Procureurs de la requérante.
Québec, 2 février 1906. 809.2

Application to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made at the present session of the Legislature of the province of Quebec by "La Compagnie générale du Port de Chicoutimi" for an act authorizing it to sell its charter powers, franchises, rights and undertaking to any company whose objects are, in whole or in part, identical with those of the company, and more fully defining its powers under its charter, and more especially under section 9, subsections 1 and 10.

FLEET, FALCONER & COOK,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 22nd February, 1906. 800

Avis Divers

Avis est par les présentes donné que la communauté Hôpital Général, maison des pauvres et séminaire d'enseignement des Sœurs de la Charité, à Ottawa, corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité d'Ottawa, comté de Carleton, Ontario, présentera le trois d'avril prochain, à dix heures de l'avant-midi, ou aussitôt après qu'elle pourra être entendue, à la cour supérieure, ou à un juge de cette cour, siégeant dans et pour le district d'Ottawa, au palais de justice, dans la cité de Hull, une requête aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au registraire de la division d'enregistrement du comté Labelle, d'enregistrer une vente par le révérend Laurent Jouvent, ci-devant prêtre curé de Buckingham, à la dite communauté, devant le notaire sousigné, le 12 juillet mil huit cent quatre-vingt-treize, enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté d'Ottawa, le lendemain, des lots numéros 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241 et 242, tous de la ville de Buckingham, comté Labelle, pour la somme de quinze cents piastres payées par la dite communauté au dit révérend Laurent Jouvent, avant l'exécution de la dite vente, et faisant remonter cet enregistrement au dit jour, treize de juillet mil huit cent quatre-vingt-treize.

N. TETREAU,
Pour la requérante.
Hull, 20 février 1906. 873

AVIS.

Règlement de "The Lake Megantic Furniture Company".

Que, à une assemblée spéciale des actionnaires de The Lake Megantic Furniture Company, Limited, convoquée régulièrement et tenue le 22e jour de janvier 1906, M. M. B. MacAulay a été requis et a dûment accepté à agir comme président. Etaient présents : les actionnaires représentant très près de 75% du stock. Il est ordonné au secrétaire-trésorier de faire la lecture de la convocation de l'assemblée suivant la lettre annexée.

Il a été alors proposé par un des actionnaires et dûment secondé par le règlement No 1 soit amendé, de manière à avoir un bureau de directeurs composé de sept membres au lieu de cinq.

La motion a été approuvée unanimement. Les actionnaires alors ont procédé à l'élection de deux nouveaux directeurs.

Publié en vertu de l'article 4713a S. R. P. Q.
845

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the community General Hospital, Alma House and seminary of learning of the Sisters of Charity, at Ottawa, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Ottawa, in the county of Carleton, Ontario, shall present on the third day of April next, at ten o'clock in forenoon, or as soon thereafter as it can be heard, to the superior court, or to a judge of the said court, sitting in and for the district of Ottawa, at the court house, in the city of Hull, a petition to obtain an order ordering to the registrar of the registration division of Labelle, to register a deed of sale by the reverend Laurent Jouvent, heretofore priest curate of Buckingham, to the said community, before N. Tétreau, the undersigned notary, on the twelfth day of July, A. D., one thousand eight hundred and ninety three, registered in the registry office for the county of Ottawa, the next day, of the lots Nos. 235, 236, 237, 238, 339, 240, 241 and 242, all of the town of Buckingham, in the county of Labelle, (then county of Ottawa), for the sum of fifteen hundred dollars paid by said community to said reverend Laurent Jouvent, before the execution of said deed of sale, and dating back said registration on the said thirteenth day of July, A. D., one thousand eight hundred and ninety three.

N. TETREAU,
For the requesting party.
Hull, 20th February, 1906. 874

NOTICE.

By-law of The Lake Megantic Furniture Company

That, at a special meeting of the shareholders of the Lake Megantic Furniture Company, Limited, regularly called for and held on the 22nd of January, 1906, Mr. M. B. MacAulay was requested and duly accepted to act as chairman. Were present, shareholders representing very nearly 75% of the stock. The secretary treasurer was directed to read the convocation of the meeting as per annexed letter.

It was then moved by one of the shareholders and duly seconded that by-law No. 1 be amended, so as to have a board of directors composed of seven members instead of five.

The motion carried unanimously. The shareholders then proceeded to the election of two new directors.

Published under article 4713a R. S. P. Q.

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No 1277.

Dame Lumina Lefebvre, épouse de Alfred St-Aubin, cultivateur, tous deux de la paroisse de Sainte-Marine, district de Beauharnois, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

L. E. BEAULIEU,
 Avocat de la demanderesse.
 Salaberry de Valleyfield, 24 février 1906.

881

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3084.

Dame Arthemise Monat, de la ville de Longueuil, dit district, épouse de Théophile Auclair, hôtelier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

PELLETIER & LETOURNEAU,
 Avocats du demandeur.
 Montréal, 24 février 1906.

833

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No 42.

Dame Albina Gaucher, de la paroisse de Sainte-Marie Madeleine, dit district, à ce dûment autorisée, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Origène Boucher, cultivateur et commerçant, du même lieu.

LUSSIER, GENDRON & ROY,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 22 février 1906.

871

Cour Supérieure—Trois-Rivières.

Dame Olivine Daoust, épouse d'Hubert Rainville, barbier, tous deux de Grand'Mère, a intenté une action en séparation de biens contre son époux.

ARTHUR BELIVEAU,
 Procureur de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 1er mars 1906.

889

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
 No 43.

Dame Hermina Blain, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, à ce dûment autorisée, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Napoléon Ostiguy, boulanger, du même lieu.

LUSSIER, GENDRON & ROY,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 24 février 1906.

869

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 643.

Dame Délia Côté, de Québec, épouse de Alfred Giroux, commerçant, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Giroux, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15e jour de février 1906.

ROY & LANGLAIS,
 Procureurs de la demanderesse.
 Québec, 21 février 1906.

807.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2447.

Dame Georgianna Léveillé, épouse de Esdras Trépanier, barbier, tous deux de la cité de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

J. A. BEAULIEU,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 17 février 1906.

759.2

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 No. 1277.

Dame Lumina Lefebvre, wife of Alfred St-Aubin, farmer, both of the parish of Sainte Martine, district of Beauharnois, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

L. E. BEAULIEU,
 Attorney for plaintiff.
 Salaberry de Valleyfield, 24th February, 1906.

882

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3084.

Mrs Arthemise Monat, of the town of Longueuil, said district, wife of Theophile Auclair, hotel-keeper, of the same place, and duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PELLETIER & LETOURNEAU,
 Attorneys' plaintiff.
 Montreal, 24th February, 1906.

834

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No 42.

Dame Albina Gaucher, of the parish of Sainte Marie Madeleine, said district, duly authorized, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Origène Boucher, farmer and trader, of the same place.

LUSSIER, GENDRON & ROY,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 22nd February, 1906.

872

Superior Court.—Three Rivers.

Dame Olivine Daoust, wife of Hubert Rainville, barber, both of Grand'Mère, has taken an action for separation of property against her husband.

ARTHUR BELIVEAU,
 Attorney for plaintiff.
 Three Rivers, 1st March, 1906.

890

Province of Québec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 43.

Dame Hermina Blain, of the city and district of Saint Hyacinth, duly authorized, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Napoléon Ostiguy, baker, of the same place.

LUSSIER, GENDRON & ROY,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 24th February, 1906.

870

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 643.

Dame Délia Côté, of Quebec, wife of Alfred Giroux, trader, of the city of Quebec, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

The said Alfred Giroux, Defendant.
 An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 15th of February, 1906.

ROY & LANGLAIS,
 Attorneys for plaintiff.
 Quebec, 21st February, 1906.

808

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2447.

Dame Georgianna Leveillé, wife of Esdras Trépanier, barber, both of the city of Montreal, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

J. A. BEAULIEU,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 17th February, 1906.

760

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 Marie L. Fournier, de Sainte-Marie de Monnoir,
 dit district, épouse commune en biens de Achille
 Alix, cultivateur, du même lieu, judiciairement
 autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Achille Alix, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.
 L. P. FOURNIER,
 Procureur de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 2 février 1905. 577.4

Province de Québec. }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
 No 229.
 Dame M. A. Dozois, épouse de Henri Blais, fer-
 blantier, du village de Napierville, dans le district
 d'Iberville, Demanderesse ;

vs
 Le dit Henri Blais, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 prise par la demanderesse contre le défendeur.

LAMARCHE & LEBLANC,
 Procureurs de la demanderesse.
 Saint-Jean, 21 décembre 1905. 605.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dame Amanda Bousquet, épouse commune en biens
 de Arthur Benoit, de la paroisse de Verchères,
 district de Richelieu, dûment autorisée à ester
 en justice par jugement de cette cour,
 Demanderesse ;

vs
 Arthur Benoit, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le trente-unième jour de janvier
 mil neuf cent six.
 GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 5 février 1906. 599.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2917.
 Dame Olive Martel, de la cité et du district de
 Montréal, a, ce jour, institué une action en sépa-
 ration de biens contre son mari, Louis Duplessis,
 charretier, du même lieu.
 CHARLEMAGNE RODIER,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 6 février 1906. 609.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2443.
 Dame Valérie Fortier, épouse de Victor Ber-
 thiaume, de la cité de Montréal, dans le district de
 Montréal, a institué ce jour, une action en sépara-
 tion de corps et de biens contre son dit mari.

BEAUDIN, LORANGER &
 ST. GERMAIN,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 15 février 1906. 745.3

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 No 3849.
 Dame Azilda Chartier, de la ville et du district
 de Joliette, épouse commune en biens de Stanislas
 Larivière, journalier, du même lieu, et dûment au-
 torisée à cette fin, a, ce jour, intenté contre son
 mari une action en séparation de biens.

TELLIER & LADOUCEUR,
 Avocats et procureurs de la Demanderesse.
 Joliette, 5 février 1906. 671.3

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 Marie L. Fournier, of Sainte Marie de Monnoir,
 said district, wife common as to property of
 Achille Alix, of the same place, farmer judicially
 authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
 The said Achille Alix, Defendant.
 An action for separation as to property was, this
 day, instituted against the defendant.
 L. P. FONRNIER,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 2nd February, 1906. 578.

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 No. 229.
 Dame M. A. Dozois, wife of Henri Blais, tinsmith,
 of the village of Napierville, in the district of
 Iberville, Plaintiff ;

vs
 The said Henri Blais, Defendant.
 An action for separation of property has, this day,
 been instituted by the plaintiff against the defend-
 ant.

LAMARCHE & LEBLANC,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint Johns, 21st December, 1905. 606

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame Amanda Bousquet, of the parish of Verchères,
 district of Richelieu, wife common as to property
 of Arthur Benoit, of the same place, duly author-
 ized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs
 Arthur Benoit, of the same place, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted on the thirty first day of January, nine-
 teen hundred and six.
 GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 5th February, 1906. 600

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2917.
 Dame Olive Martel, of the city and the district of
 Montreal, has, this day, instituted an action for
 separation as to property against her husband,
 Louis Duplessis, carter, of the same place.
 CHARLEMAGNE RODIER,
 Plaintiff's attorney.
 Montreal, 6th February, 1906. 610

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2443.
 Dame Valerie Fortier, wife of Victor Berthiaume,
 of the city of Montreal, in the district of Montreal,
 has, this day, instituted an action in separation as
 to bed and also as to property against her said
 husband.

BEAUDIN, LORANGER &
 ST. GERMAIN,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 15th February, 1906. 746

Province of Quebec, }
 District of Joliette } *Superior Court.*
 No. 3849.
 Dame Azilda Chartier, of the town and district
 of Joliette, wife common as to property of Stanislas
 Larivière, laborer, of the same place, and for this
 purpose duly authorized, has, this day, instituted
 an action for separation as to property against her
 husband.

TELLIER & LADOUCEUR,
 Attorneys for Plaintiff.
 Joliette, 5th February, 1906. 672

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe,
Comté de Rouville. } *Cour Supérieure.*
No 19.

Dame Angéline Bessette, de Richelieu, dit district,
épouse commune en biens de Charles Choquette,
du même lieu, marchand, judiciairement autori-
sée à ester en justice. Demanderesse ;

vs
Le dit Charles Choquette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

L. P. FOURNIER,

Procureur de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 27 janvier 1906. 519.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1857.

Dame Olivine Marcotte, épouse de Adélar
Leclair, journalier, tous deux de la cité de Mont-
réal, a, ce jour, institué une action en séparation de
biens contre son époux.

J. A. BEAULIEU,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 février 1906. 685.3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Kamouraska. }
No 3557.

Dame Amanda Cloutier, de la paroisse de Notre-
Dame du Lac, épouse commune en biens de
Emile Dumont, du même lieu, marchand,
Demanderesse ;

vs
Le dit Emile Dumont, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 12e jour de février courant.

LAPOINTE & STEIN,

Procureurs de la demanderesse.

Fraserville, 12 février 1906. 747.3

District de Saint-François.—Cour Supérieure.

No 341.

Jean Blanchet, de la cité de Sherbrooke, dans le
district de Saint-François, cultivateur et journalier,
Demandeur ;

vs
Mary Ann McMonagle, maintenant résidante dans
le canton de Cleveland, dans le district de Saint-
François, épouse commune en biens du dit Jean
Blanchet, de la cité de Sherbrooke, dans le district
de Saint-François, cultivateur et journalier,
Défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée par le demandeur contre la défende-
resse, le douzième jour de février 1906.

BROWN & MACDONALD,

Procureurs du demandeur.

Sherbrooke, 12 février 1906. 707.3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 161.

Dame Brigitte Murphy, des cité et district de Mont-
réal, épouse commune en biens de Richard Doody,
Demanderesse ;

vs
Richard Doody, de la paroisse de Saint-Mathias,
dans le district de Saint-Hyacinthe,
Defendeur ;

et

Daniel Mullins, de Magog, dans le district de Saint-
François, Mis en cause.

Une action en séparation de biens a été intentée
par la demanderesse contre le défendeur, à Saint-
Hyacinthe, dit district, le 18 novembre 1905.

L. T. MARECHAL,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 6 février 1906. 603.4

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth,
County of Rouville. } *Superior Court.*
No. 19.

Dame Angéline Bessette, of Richelieu, said dis-
trict, wife common as to property of Charles
Choquette, of the same place, merchant, judi-
cially authorized to ester en justice. Plaintiff ;

vs
The said Charles Choquette, Defendant.
An action for separation as to property was, this
day, instituted by plaintiff against defendant.

L. P. FOURNIER,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 27th January, 1906. 520

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1857.

Dame Olivine Marcotte, wife of Adélar
Leclair, laborer, both of the city of Montreal, has, this day,
instituted an action for separation of property
against her husband.

J. A. BEAULIEU,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th February, 1906. 686

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Kamouraska. }
No. 3557.

Dame Amanda Cloutier, of the parish of Notre-Dame
du Lac, wife common as to property of Emile
Dumont, of the same place, merchant,
Plaintiff ;

vs
The said Emile Dumont, Defendant.
An action for separation of property has been
brought in this case, on the 12th day of February,
1906.

LAPOINTE & STEIN,

Attorneys for plaintiff.

Fraserville, 12th February, 1906. 748

District of Saint Francis.—Superior Court.

No. 341.

Jean Blanchet, of the city of Sherbrooke, in the
district of Saint Francis, farmer and laborer,
Plaintiff ;

vs
Mary Ann McMonagle, presently residing at the
township of Cleveland, in the district of Saint
Francis, wife common as to property of the said
Jean Blanchet, of the city of Sherbrooke, in the
district of Saint Francis, farmer and laborer,
Defendant.

An action en séparation de corps et de biens has
been instituted by the plaintiff against the defend-
ant, on the twelfth day of February, 1906.

BROWN & MACDONALD,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 12th February, 1906. 708

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 161.

Dame Brigitte Murphy, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Richard
Doody, Plaintiff ;

vs
Richard Doody, of the parish of Saint Mathias,
district of Saint Hyacinth, Defendant ;

and

Daniel Mullins, of Magog, district of Saint François,
Mis en cause.

An action for separation as to property has been
instituted by the plaintiff against the defendant, at
Saint Hyacinth, said district, on the 18th Novem-
ber, 1905.

L. T. MARECHAL,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 6th February, 1906. 604

Province de Québec, }
 District de Québec, } *Cour Supérieure.*
 No 2471.
 Zélia Bisson, de la ville de Lévis, épouse commune
 en biens de Charles Maranda, du dit lieu, dûment
 autorisée à ester en justice dans la présente
 action, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Charles Maranda, de la ville de Lévis, com-
 merçant, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, ce jour.
 BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
 Procureurs de la demanderesse.
 Québec, 25 janvier 1906. 709.3

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 Dame Maria J. H. Lambert, de Marieville, dit dist-
 rict, épouse commune en biens de Lucien Benoit,
 du même lieu, commerçant, judiciairement auto-
 risée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Lucien Benoit, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.
 L. P. FOURNIER,
 Procureur de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 2 février 1906. 575.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3039.
 Dame Fanny Harter, des cité et district de Mont-
 réal, épouse commune en biens de Ernest Pearse,
 du même lieu, la dite Dame Fanny Harter
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Ernest Pearse, Défendeur.
 Une action en séparation de biens et en sépara-
 tion de corps et de biens a été instituée, ce jour,
 par la demanderesse contre le défendeur.
 PATTERSON & BROWN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 9 février 1906. 777.2

Cour Supérieure.—Quebec.
 No 619.

Dame Céline Guérin dit St-Hilaire, épouse de
 Thomas Migner, ancien manufacturier, de a cité
 de Québec, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Thomas Migner, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 14 février 1906.

FITZPATRICK, TASCHEREAU,
 ROY, CANNON & PARENT,
 Procureurs de la demanderesse.
 Québec, 15 février 1906. 771.2

District de Chicoutimi.—Cour Supérieure.
 No 1549.

Dame Anna Simard, épouse de Théophile Bou-
 dreault, journalier, de la ville de Roberval, dûment
 autorisée à ester en justice, a intenté une action
 en séparation de biens contre son dit époux. Action
 rapportée le 13 février 1906.

L. A. LANGLAIS,
 Procureur de la demanderesse.
 767.2

AVIS PUBLIC.

DANS LA COUR DE L'ÉCHEQUIER DU CANADA.

Le Ministre des Chemins de Fer et Canaux pour la
 Puissance du Canada, Demandeur ;
 et
 "The Quebec Southern Railway Company" et
 "The South Shore Railway Company",
 Défendeurs.

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 2471.
 Zélia Bisson, of the town of Lévis, wife common as
 to property of Charles Maranda, of the same place,
 duly authorized to sue in the present action,
 Plaintiff
 vs
 The said Charles Maranda, of the town of Lévis,
 trader, Defendant.
 An action for separation as to property has been,
 this day, instituted in this cause.
 BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Quebec, 25th January, 1906. 710

Province of Quebec, }
 District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*
 Dame Maria J. H. Lambert, of Marieville, said
 district, wife common as to property of Lucien
 Benoit, of the same place, merchant, judicially
 authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Lucien Benoit, Defendant.
 An action for separation as to property was, this
 day, instituted by plaintiff against the defendant.
 L. P. FOURNIER,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 2nd February, 1906. 576

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3039.
 Dame Fanny Harter, of the city and district of
 Montreal, wife common as to property of Ernest
 Pearse, of same place, said Dame Fanny Harter
 duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;
 vs.
 Said Ernest Pearse, Defendant.
 An action for separation as to property and
 separation as to bed and board was, this day, taken
 by plaintiff against defendant.
 PATTERSON & BROWN,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 9th February, 1906. 778

Superior Court — Quebec.
 No. 619.

Dame Céline Guérin dit St Hilaire, wife of Thomas
 Migner, formerly manufacturer, of the city of
 Quebec, Plaintiff ;
 vs
 The said Thomas Migner, Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in this cause, on the 14th of February,
 1906

FITZPATRICK, TASCHEREAU,
 ROY, CANNON & PARENT,
 Attorneys for plaintiff.
 Quebec, 15th February, 1906. 772

District of Chicoutimi.—Superior Court.
 No. 1549.

Dame Anna Simard, wife of Théophile Bou-
 dreault, laborer, of the town of Roberval, duly
 authorized to appear in judicial proceedings, has
 instituted an action for separation of property
 against her said husband. Action returnable the
 13th of February, 1906.

L. A. LANGLAIS,
 Attorney for plaintiff.
 768

PUBLIC NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

Between : The Minister of Railways and Canals for
 the Dominion of Canada, Plaintiff ;
 and
 The Quebec Southern Railway Company, and the
 South Shore Railway Company,
 Defendants.

Avis public est par les présentes donné que toute personne ayant quelques réclamations contre les compagnies de chemins de fer ci-dessus mentionnées, ou leurs propriétés, ou aucune d'elles, vendues en vertu d'un ordre de cette cour, est requise de produire sa réclamation le ou avant le premier jour de mars 1906, entre les mains du registraire de la Cour de l'Echiquier du Canada, à Ottawa, province d'Ontario.

On pourra se procurer des blancs de l'affidavit requis au soutien de telle réclamation, en s'adressant au soussigné, ou au sequestre, G. C. Dessaulles, écrivain, 26, rue Saint-Sacrement, Montréal, P. Q.

Daté, à Ottawa, ce 4^{me} jour de janvier 1906.

L. A. AUDETTE,
Registraire, Cour de l'Echiquier,
Ottawa, Canada.

129-8

Public notice is hereby given that any person having any claim against the above mentioned railway companies, or their property, or either of them, sold under an order of this court, is required to file his claim on or before the first day of March, A. D. 1906, with the registrar of the Exchequer Court of Canada, at Ottawa, province of Ontario.

Form of the affidavit required in support of such claim can be obtained upon application to the undersigned, or to the receiver, G. C. Dessaulles, esq., 26, Saint Sacrament street, Montreal, P. Q.

Dated at Ottawa, this 4th day of January, A. D. 1906.

L. A. AUDETTE,
Registrar Exchequer Court,
Ottawa, Canada.

130

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

In re J. P. Heroux, Sorel, P. Q., Insolvable.

Un 1^{er} dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 20 mars 1906.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 3 mars 1906. 835

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

No 7.

Dans l'affaire de Joseph Morin,
Réquérant-cession ;

vs

Boulay, Lucier & Cie, commerçants de foin, de Sainte-Madeleine, Débiteurs insolvable.

Avis est par le présent donné que les dits cédants ont fait, ce jour, cession de leur biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe, conformément à la loi.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat du gardien provisoire.

Saint-Hyacinthe, 22 février 1906. 849

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re "The Canada Hardware & Co.", Limited,
En liquidation.

Un cinquième et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 20 mars 1906.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
Liquidateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 3 mars 1906. 837

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re L. R. Bélanger,
et Insolvable ;

F. X. Bilodeau,
Curateur.
Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à mon bureau, à partir du 19^e jour de mars 1906.

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

In re J. P. Heroux, Sorel, P. Q., Insolvent.

A 1st dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 20th March, 1906.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 3rd March, 1906. 836

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court*

No. 7.

In the matter of Joseph Morin,
Petitioner for assignment ;

vs

Boulay, Lucier & Cie, hay-dealers, of Sainte-Madeleine, Insolvents debtors.

Notice is hereby given that the said insolvents have made, this day, an abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saint Hyacinthe, according to law.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for provisional guardian.

Saint-Hyacinth, 22nd February, 1906. 850

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re The Canada Hardware Co., Limited,
In liquidation.

A fifth and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 20th March, 1906.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. L. KENT,
Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 3rd March, 1906. 838

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re L. R. Bélanger,
and Insolvent ;

F. X. Bilodeau,
Curator.
A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collocations will be payable at my office, from the 19th day of March, 1906.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

15, rue St-Jacques.
Montréal, 28 février 1906. 876

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de F. Machabé, Montréal,
Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 10 mars 1906.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint Jacques.
Montréal, 3 mars 1906. 879

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Moïse Amiot, et
Insolvable ;

F. X. Bilodeau, Curateur.

Un premier et final bordereau de collocation, a été préparé en cette cause, les collocations seront payables à mon bureau, à partir du 18e jour de mars 1906.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 28 février 1906. 877

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Arthur Narcisse Tessier, (Empire Shoe Co.) Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

WILKS & MICHAUD,
Gardiens provisoires.

Bureau de Wilks & Michaud.
Montréal, 23 février 1906. 831

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3804.

Dans l'affaire de Martial Henri Leprohon et al,
Requérants cession ;
et

Médéric Sansregret, manufacturier et commerçant, de la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette. Défendeur failli.

Un bordereau de collocation a été préparé en cette affaire et sera payable à mon bureau, le ou après le premier jour de mars prochain.

J. P. O. GUILBAULT,
Curateur.

Bureau de J. P. O. Guilbault, N.P., Curateur.
34, rue Manseau, Joliette.
Joliette, 1er février 1906. 867

Avis est donné que Hector Matteau, de Saint-Elie, comté de Saint-Maurice, marchand, a fait cession de ses biens le 22 février 1906.

891 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Avis est donné que Thomas Côté, de Saint-Hilaire, comté de Charlevoix, marchand, a fait cession de ses biens le 20 février 1906.

893 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
Curator.

15, St. James street.
Montreal, 28th February, 1906. 876

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of F. Machabe, Montreal,
Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 20th March, 1906.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 3rd March, 1906. 880

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Moïse Amiot, and
Insolvent ;

F. X. Bilodeau, Curator.

A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause, the collocations will be payable at my office, from the 18th day of March, 1906.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
Curator.

15, Saint James street.
Montreal, 28th February, 1906. 878

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Arthur Narcisse Tessier, (Empire Shoe Co.), Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

WILKS & MICHAUD,
Provisional guardians.

Office of Wilks & Michaud.
Montreal, 23rd February, 1906. 832

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3804.

In the matter of Martial Henri Leprohon et al,
Plaintiffs ;
and

Médéric Sansregret, manufacturer and trader, of the parish of Saint Paul, district of Joliette, Defendant insolvent.

A dividend sheet has been prepared in the above matter and will be payable at my office, on or after the first of March next.

J. P. O. GUILBAULT,
Curator.

Office of J. P. O. Guilbault, N.P., Curator,
34, Manseau street, Joliette.
Joliette, 1st February, 1906. 868

Notice is given that Hector Matteau, of Saint Elie, county of Saint Maurice, merchant, has made an assignment of his estate on the 22nd of February, 1906.

892 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Notice is given that Thomas Côté, of Saint-Hilaire, county of Charlevoix, merchant, has made an assignment of his estate on the 20th of February, 1906.

894 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 Dans l'affaire de Jos. Duchesneau et al.
 Demandeurs ;

vs

Adelard Meloche, marchand, de Pierrefonds, dans
 le dit district, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le 27^e jour de
 février 1906, par ordre de cette cour, j'ai été nommé
 curateur aux biens cédés par le dit défendeur, qui en a
 fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de
 ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon
 bureau sous trente jours pour être colloquées sur la
 feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
 Montréal, 27 février 1906. 887

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }

Dans l'affaire de Hector Langlois, Demandeur ;

vs

Pierre J. A. Collins & Co., manufacturier de ba-
 lances, de la paroisse du Sault-au-Récollet, et de
 la cité de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le vingt-sixième
 jour de février 1906, par ordre de la cour, j'ai été
 nommé curateur des biens du dit failli, qui en a
 fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses
 créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon
 bureau sous 30 jours, pour garantir leur collocation
 pour dividende.

NAPOLEON ST-AMOUR,
 Curateur.

11, Place d'Armes,
 Montréal, 27 février 1906. 883

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 In re Saint Louis Shoe Co., J. E. Burke et al,
 Insolubles ;

et

Renaud & Lamoureux, Curateurs.

Un premier et final bordereau de collocation a été
 préparé en cette cause, les collocations seront paya-
 bles à mes bureaux, à partir du 15 mars prochain.

Toute contestation à tel dividende devra être
 déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

RENAUD & LAMOUREUX,
 Curateurs.

15, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 28 février 1906. 885

Licitation

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 No. 1380.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en
 vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à
 Hull, dans le district d'Ottawa, le vingt-sixième (26)
 jour de février 1906, dans une cause portant le
 numéro 1380, des dossiers de la dite cour, où Wal-
 ter James Franey, de la cité d'Ottawa, dans la pro-
 vince d'Ontario, journalier, est Demandeur, et
 Annie Franey, du canton de Templeton, dans la
 province de Québec, épouse de Joseph Beauchamp,
 du même endroit, fermier, et le dit Joseph Beau-
 champ pour autoriser sa dite épouse ; Margaret
 Franey, du canton de Templeton, épouse de Thomas
 Dwyer, du même endroit, fermier, et le dit Thomas
 Dwyer pour autoriser sa dite épouse ; Thomas

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Jos. Duchesneau et al,
 Plaintiffs ;

vs

Adelard Meloche, merchant, of Pierrefonds, in the
 said district, Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court,
 I was, on the 27th day of February, 1906, appointed
 curator to the assets of the said defendant, who
 has made a judicial abandonment for the benefit of
 his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days,
 to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.
 Montreal, 27th February, 1906. 888

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court*
 District of Montreal. }

In the matter of Hector Langlois, Plaintiff ;

vs

Pierre J. A. Collins & Co., manufacturer of scales,
 of the parish of Sault aux Recollets, and of the
 city of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that on the 26th day of
 February, 1906, by order of the court, I have been
 appointed curator to the estate of the said defend-
 ant, who have made a judicial abandonment of
 his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within thirty
 days, to secure their collocation on the dividend
 sheet.

NAPOLEON ST-AMOUR,
 Curator.

11, Place d'Armes.
 Montreal, 27th February, 1906. 884

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re Saint Louis Shoe Co., J. E. Burke et al,
 Insolvents ;

and

Renaud & Lamoureux, Curators.

A first and final dividend sheet has been prepared
 upon in this matter, the dividends will be payable
 at my offices, on or after the 15th of March next.

Any contestation to this dividend must be filed
 with me before that date.

RENAUD & LAMOUREUX,
 Curators.

15, Saint James street.
 Montreal, 28th February, 1906. 886

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No 1380.

LICITATION.

Public notice is hereby given that under and by
 virtue of a judgment of the superior court, sitting at
 the city of Hull, in the district of Ottawa, on the
 twenty-sixth (26th) day of February, 1906, in that
 certain cause bearing the number 1380, of the
 records of the said court, wherein Walter James
 Franey, of the city of Ottawa, in the province of
 Ontario, laborer, is Plaintiff, and Annie Franey, of
 the township of Templeton, in the province of
 Quebec, wife of Joseph Beauchamp, of the same
 place, farmer, and the said Joseph Beauchamp for
 the purpose of authorizing his said wife ; Margaret
 Franey, of the said township of Templeton, wife of
 Thomas Dwyer, of the same place, farmer, and the

Franev, journalier, jusqu'ici du dit canton de Templeton, et maintenant de Superior City, dans l'état de Wisconsin, un des états unis de l'Amérique du Nord ; Catherine Franev, fille, de la dite cité d'Ottawa, et Ellen Franev, de la même place ; John Alexander Franev, de Hintonburgh, dans la province d'Ontario ; May Beatrice Franev, de Cœur de Lane Cité, dans l'état de Washington, un des états unis de l'Amérique du Nord, épouse de Maurice Cox, du même endroit, et le dit Maurice Cox pour autoriser sa dite épouse ; et le dit John Alexander Franev, en sa qualité de tuteur au mineurs Arthur Joseph Franev, Rose Franev et Ethel Franev, tous du dit Hintonburgh ; et John Courtman de la cité d'Ottawa, en sa qualité de tuteur à Rose Mabel Courtman et John Joseph Courtman, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, savoir :

Un emplacement étant la moitié sud du lot numéro 13, du septième rang du canton de Templeton, dans le comté de Wright, le dit emplacement étant connu et désigné comme le lot numéro 13b, dans le septième rang du canton de Templeton, d'après le plan et livre de renvoi officiel du dit canton—avec bâtisses et autres améliorations sus érigées ou faits.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, dans la cour supérieure, cour tenante, le CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain (1906), à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la cité de Hull ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite vente ou licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente et l'adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après la dite adjudication ; à peine de foreclosure.

AYLEN & DUCLOS,

Procureurs du demandeur.

Hull, 26 février 1906.

857

[Première publication, 3 mars 1906.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **EUGENE CREPEAU,**
No 468. } **éc., avocat, C. R.,**
Demandeur ; contre **ERNEST ROBERGE,** Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Victoriaville, sur la rue Saint-Jean-Baptiste, étant le numéro deux cent vingt-cinq (225), du cadastre officiel du canton d'Arthabaska, pour la paroisse de Sainte-Victoire—avec maison et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain 1906, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,

Arthabaska, 1er mars 1906.

Shérif.

847

[Première publication, 3 mars 1906.]

said Thomas Dwyer for the purpose of authorizing his said wife ; Thomas Franev, laborer, heretofore of the township of Templeton aforesaid, and thereafter and presently of Superior City, in the state of Wisconsin, one of the united states of America ; Catherine Franev, spinster, of the said city of Ottawa, and Ellen Franev, of the same place ; John Alexander Franev, of Hintonburgh, in the province of Ontario ; May Beatrice Franev, of Cœur de Lane city, in the state of Washington, one of the united states of North America, wife of Maurice Cox, of the same place, and the said Maurice Cox for the purpose of authorizing his said wife ; and the said John Alexander Franev, in his capacity of tutor duly appointed to Arthur Joseph Franev, Rose Franev and Ethel Franev, all of Hintonburgh aforesaid ; and John Courtman, of the said city of Ottawa, in his capacity of tutor to Rose Mabel Courtman and John Joseph Courtman, are Defendants, ordering that the following immovable properties herein after described, should be sold by licitation, to wit :

An emplacement being the south half of lot number thirteen (13) in the seventh (7th) range of the township of Templeton, in the county of Wright, the said emplacement being known and designated as lot 13b, in the seventh range of the said township of Templeton, according to the official plan and book of reference thereof—with the buildings and improvements thereon or thereon erected ;

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, in open court, at the sitting of said court to be held on the FIFTH day of APRIL (1906), at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, at the court house, in the city of Hull ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; notice is also hereby given that all oppositions to said sale, whether to annul, to secure charges or to withdraw must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication ; and that all oppositions for payment must be filed within six days after the said adjudication, the whole on pain of being foreclosed.

AYLEN & DUCLOS,

Attorneys for plaintiff.

Hull, 26th February, 1906.

858

[First published, 3rd March, 1906.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **EUGENE CREPEAU,**
No. 468. } **esq. advocate, K. C.,**
Plaintiff ; against **ERNEST ROBERGE,** Defendant.

An emplacement situate in the town of Victoriaville, in the Saint John the Baptist street, being number two hundred and twenty five (225), of official cadastre of the township of Arthabaska, for the parish of Sainte Victoire—with house and other dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the FOURTH day of APRIL next, 1906, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,

Arthabaska, 1st March, 1906.

Sheriff.

849

[First published, 3rd March, 1906.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**MANDAT DU CURATEUR,
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : } **VITAL ELZEARD**
No 93. } **PARADIS**, curateur,

dûment autorisé à l'effet des présentes, en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de **GUILLAUME BERUBE**, Failli; et **J. MORISSETTE & CIE**, Requérants.

Tous les droits du dit failli dans un emplacement situé à Saint-Pamphile, rang A, du canton Dionne, ayant en superficie cinquante perches; borné au nord au terrain des commissaires d'écoles et à la fabrique de Saint-Pamphile, au sud et au nord-est à **J. Z. Vaillancourt**, au sud-ouest au chemin **Elgin**, connu et désigné au plan du dit canton Dionne, comme faisant partie du numéro trente-trois B (33B), du cadastre—avec les bâtisses dessus construites, suivant acte de vente du dit immeuble par le dit **Guillaume Bérubé** à **Ludaire Ancil**, cultivateur, de Saint-Pamphile, en date du 25 mars 1904, avec faculté de réméré en remboursant pendant les quatre ans suivant la dite vente, la somme de deux cents piastres et les intérêts.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint Pamphile, le QUATRIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent six, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. ROY,

Bureau du shérif,
Montmagny, 27 février 1906.
[Première publication, 3 mars 1906.]

Shérif.
859

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**CURATOR'S WARRANT,
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : } **VITAL ELZEARD**
No. 93. } **PARADIS**, curator,

duly authorized hereunto in virtue of article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the estate of **GUILLAUME BERUBE**, Insolvent; and **J. MORISSETTE & CIE**, Petitioners.

All the rights of the insolvent in a lot situate at Saint Pamphile, range A, of the township Dionne, containing fifty perches in area; bounded on the north by the lot of the school commissioners and by the fabrique of Saint Pamphile, on the south and on the north east by **J. Z. Vaillancourt**, on the south west by the **Elgin** road, known and described on the plan of the said township Dionne, as forming part of the number thirty three B (33B), of the cadastre — with the buildings thereon erected, according to a deed of sale of the said immovable by the said **Guillaume Bérubé** to **Ludaire Ancil**, farmer, of Saint Pamphile, dated the 25th of March, 1904, with right to redeem it on re-imbursing during the four years following the said sale, the sum of two hundred dollars, with interest.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pamphile, on the FOURTH day of APRIL, one thousand nine hundred and six, at TEN of the clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office,
Montmagny, 27th February, 1906.
[First published, 3rd March, 1906.]

Sheriff.
860

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ARTHUR SIMARD**, agent-
No 1209. } financier, **EMILE SIMARD**, docteur en médecine, et **JOSEPH HORACE DAVID**, avocat, demeurant tous trois dans les cités et district de Montréal, agissant aux présentes en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs des biens de la succession de feu **Joseph Simard**, en son vivant notaire, de la cité et du district de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de **MARIE JOSEPH ELZEARD DROLET**, des cités et district de Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, composé des lots numéros (173 et 174) cent soixante-treize et cent soixante-quatorze, de la subdivision du lot officiel (31) trente et un, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comté d'Hochelaga — avec les bâtisses et maisons dessus érigées et les servitudes s'y rattachant; le dit emplacement étant borné en front par la rue Davidson.

2° Un terrain situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro (706) sept cent six, de la subdivision du lot officiel (15) quinze, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les maisons et bâtisses dessus

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ARTHUR SIMARD**, financial agent, **EMILE ARTHUR SIMARD**, doctor of medicine, and **JOSEPH HORACE DAVID**, advocate, all three residing in the city and district of Montreal, acting herein in their quality of testamentary executors and administrators of the property of the estate of the late **Joseph Simard**, in his lifetime, notary, of the city and district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of **MARIE JOSEPH ELZEARD DROLET**, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal, composed of lots numbers (173 and 174) one hundred and seventy three and one hundred and seventy four, of the subdivision of the official lot (31) thirty one, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga —with the buildings and houses thereon erected and the servitudes thereunto appertaining; the said lot being bounded in front by Davidson street.

2. A lot situate in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, known and described as lot number (706) seven hundred and six, of the subdivision of the official lot (15) fifteen, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with the houses

érigées ; le dit terrain étant borné en front par la rue Drolet.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 26 février 1906. 839
[Première publication, 3 mars 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JOSEPH JULIEN, de la
No 4129. } paroisse de Sainte-Jeanne
de Neuville, marchand ; vs. PATRICK NEVILLE,
de la paroisse de Sainte-Catherine, à savoir :

1° Le numéro 666 (six cent soixante et six), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé en la concession de la rivière aux Pins—circonstances et dépendances.

2° Le numéro 667 (six cent soixante et sept), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé en la concession de la rivière aux Pins—circonstances et dépendances.

3° Le numéro 668 (six cent soixante et huit), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé en la concession de la rivière aux Pins—circonstances et dépendances.

4° Le numéro 669 (six cent soixante et neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé en la concession de la rivière aux Pins—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Catherine, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 2 mars 1906. 865
[Première publication, 3 mars 1906.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } OCTAVE GAULIN ; contre
No. 356. } EUGENE BRUNEAU, à
savoir :

Partie du lot No 930 (neuf cent trente), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Lazare, actuellement de la paroisse de Saint-Damien, étant un emplacement situé sur le chemin Royal, de trente-sept pieds de front sur trente-six pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; borné au sud au chemin Royal, au nord-est à la rivière dite Des Billots, au sud-ouest à Napoléon Brochu, et au nord-est à Elzéar Métivier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, dans le comté de Bellechasse, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à UNE heure après midi.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 15 février 1906. 731.2
[Première publication, 17 février 1906.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC, vs
No 1. } LEONIE BELANGER ET
VIR, ET AL, à savoir :

and buildings thereon erected ; the said lot being bounded in front by Drolet street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 25th February, 1906. 840
[First published, 3rd March, 1906.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } JOSEPH JULIEN, of the
No. 4129. } parish of Sainte-Jeanne de
Neuville, merchant ; vs PATRICK NEVILLE,
of the parish of Sainte Catherine, to wit :

1. Lot number 666 (six hundred and sixty six), of the official cadastre of the parish of Sainte Catherine, county of Portneuf, being a lot situate on the concession of the river aux Pins—circumstances and dependencies.

2. Lot number 667 (six hundred and sixty seven), of the official cadastre of the parish of Sainte Catherine, county of Portneuf, being a lot situate on the concession of the river aux Pins—circumstances and dependencies.

3. Lot number 668 (six hundred and sixty eight), of the official cadastre of the parish of Sainte Catherine, county of Portneuf, being a lot situate on the concession of the river aux Pins—circumstances and dependencies.

4. Lot number 669 (six hundred and sixty nine), of the official cadastre of the parish of Sainte Catherine, county of Portneuf, being a lot situate on the concession of the river aux Pins—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Catherine, on the SIXTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 2nd March, 1906. 866
[First published, 3rd March, 1906.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } OCTAVE GAULIN, against
No. 356. } EUGENE BRUNEAU,
to wit :

Part of lot No. 930 (nine hundred and thirty), of the official cadastre for the parish of Saint-Lazare, actually in the parish of Saint-Damien, being a lot situate on the King's road, of thirty seven feet in front by thirty six feet in depth, the whole more or less ; bounded on the south by the King's road, on the north east by the river called Des Billots, on the south west by Napoléon Brochu, and on the north east by Elzéar Métivier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Damien, county of Bellechasse, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 17th February, 1906. 732
[First published, 17th February, 1906.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No 1. } vs LEONIE BELANGER ET
VIR, ET AL, to wit :

Le lot No 170 (cent soixante et dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un lot de terre situé coin nord-est des rues Parent et Laviolette, sous la réserve du droit de passage à pieds et en voiture, à travers la cour, en commun, pour la propriété voisine, étant moitié nord-est du lot No 171—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable à l'Hôpital-Général de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 15 février 1906. [Première publication, 17 février 1906.]

Shérif. 729.2

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

No 4261. } **A** NATALE FILION, de la paroisse de Notre-Dame de Québec, marchand de bois, Demandeur ; contre LEON LAVOIE, du village de Fall River, dans l'état du Massachusetts, Etats-Unis, Défendeur.

La partie nord-est du lot de terre désignée par le numéro trois cent quatre-vingt-seize (396), au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François-Xavier de la Petite Rivière, la dite partie contenant cinq arpents de front sur le fleuve Saint-Laurent, sur la profondeur du dit lot ; bornée au nord-est par les lots Nos 393 et 394, au nord-ouest par le lot 397, et au sud-ouest par le reste du dit lot No 396.

(N. B. Ce terrain se trouve dans les caps, près de la ligne qui sépare le comté de Charlevoix de celui de Montmorency.)

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de la Petite Rivière, le DOUZIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif, Malbaie, 6 février 1906. [Première publication, 10 février 1906.]

Shérif. 601.2

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Jour Supérieure.—District de Saint-François. Saint-François, à savoir : } **E** VERETT X. No. 214. } **S**OMERS, Demandeur ; vs GEORGE BOUCHER, Défendeur.

Cette étendue ou ce morceau de terre sis et situé dans le canton de Orford, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme la moitié nord du lot numéro trois, dans le huitième rang du canton de Orford ; borné à l'est par la ligne du rang entre les rangs sept et huit, à l'ouest par la ligne du rang entre les rangs huit et neuf, au nord par la ligne entre les lots deux et trois, dans le dit huitième rang,

Lot No. 170 (one hundred and seventy), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on the north east corner of Parent and Laviolette streets. Reserving a right of passage on foot or driving across the yard in common for the adjoining proprietor, being the north east half of lot No. 171—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$6.00, payable on the 29th of September to the General Hospital, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 15th February, 1906. [First published, 17th February, 1906.]

Sheriff. 730

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

No. 4261. } **A** NATALE FILION, of the parish of Notre Dame de Québec, dealer in wood, Plaintiff ; against LEON LAVOIE, of the village of Fall River, in the state of Massachusetts, United States, Defendant.

The north east part of the lot of land described as number three hundred and ninety six (396), of the official cadastre for the parish of Saint François Xavier de la Petite Rivière, the said part containing five arpents in front on the Saint Lawrence, by the depth of the said lot ; bounded on the north east by lots Nos. 393 and 394, on the north west by lot 397, and on the south west by the residue of the said lot No. 396.

(N. B. This lot is on the hills, near the line which divides the county of Charlevoix from that of Montmorency.)

To be sold at the church door of the parish of Saint François Xavier de la Petite Rivière, on the TWELFTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office, Malbaie, 6th February, 1906. [First published, 10th February 1906.]

Sheriff. 602

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis. Saint Francis, to wit : } **E** VERETT X. SOMERS, No. 214. } **P**laintiff ; vs GEORGE BOUCHER, Defendant.

That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Orford, in the district of Saint Francis, known and designated as the north half of the lot number three, in the eighth range of the township of Orford ; bounded on the east by the range line between the ranges seven and eight, on the west by the range line between the ranges eight and nine, on the north by the line between

et au sud par la ligne séparant les moitiés nord et sud du dit lot, contenant cent acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie d'Orford, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 27 février 1906. 863
[Première publication, 3 mars 1906.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } JOHN J. GRIFFITH,
No 13. } de la cité de Sher-

brooke, dans le district de Saint-François, curateur et requérant, dûment autorisé à cet effet en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de JAMES H. MARRILL, du village de Beebe Plain, dans le district de Saint-François, commerçant, défendeur, failli, à savoir :

Ces étendues ou ces morceaux de terre sis et situés dans le canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, connus et décrits comme suit :

1° Lot numéro deux cents soixante et dix (270), dans le cinquième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead—circonstances et dépendances.

2° Partie du lot numéro quatre cent soixante et treize (473), dans le sixième rang, sur le dit plan du cadastre et au livre de renvoi, décrit comme suit : partie du lot primitif numéro vingt-trois (23), dans le sixième rang des lots dans le dit canton de Stanstead ; borné et décrit comme suit : commençant au coin sud-ouest du dit lot numéro vingt-trois (23), dans le dit sixième rang, et courant est sur la ligne sud du dit lot, une distance de trente verges, de là, dans une ligne droite jusqu'au coin nord-ouest du dit lot, de là, sud le long de la ligne ouest, jusqu'au point de départ, et étant borné comme suit : à l'ouest par la ligne de rang entre les cinquième et sixième rangs, vers le sud par la ligne de division sud du lot primitif numéro vingt-trois (23), dans le dit sixième rang, vers le nord par la ligne de division nord du dit lot primitif numéro vingt-trois (23), dans le dit sixième rang, et vers l'est par le résidu du dit lot de cadastre numéro quatre cent soixante et treize, appartenant à Abbay L. Foss, veuve de feu Hamilton L. Rider, à une nommée dame MacKenzie et à Charles E. Lee ou leurs représentants.

Les dix deux morceaux de terre formant une seule propriété, et pour être vendus comme un seul morceau de terre—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sacré Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 27 février 1906. 861
[Première publication, 3 mars 1906.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

lots two and three in said eighth range, and on the south by the line separating the north and south halves of the said lot, containing one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elie d'Orford, on the FOURTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 27th February, 1906. 864
[First published, 3rd March, 1906.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } JOHN J. GRIFFITH, of
No. 13. } the city of Sherbrooke,

in the district of Saint Francis, curator and petitioner, hereunto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the estate of JAMES H. MERRILL, of the village of Beebe Plain, in the district of Saint Francis, trader, Defendant, insolvent, to wit :

Those certain tracts or parcels of land situate, lying and being in the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, known and described as follows :

1. The lot number two hundred and seventy (270), in the fifth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stanstead—with all the appurtenances thereunto belonging.

2. Part of lot number four hundred and seventy three (473), in the sixth range, on said cadastral plan and book of reference, described as follows : part of the primitive lot number twenty-three (23), in the sixth range of lots in said township of Stanstead ; bounded and described as follows : commencing at the south west corner of said lot number twenty three (23), in said sixth range, and running east on the south line of said lot, a distance of thirty rods, thence in a straight line to the north west corner of said lot, thence, south along the west line, to the place of beginning, and being bounded as follows : to the west by the range line between the fifth and sixth ranges, towards the south by the south division line of the primitive lot number twenty three (23), in said sixth range, towards the north by the north division line of said primitive lot number twenty three (23), in said sixth range, and towards the east by the residue of said cadastral lot number four hundred and seventy three (473), owned by Abbey L. Foss, widow of the late Hamilton L. Rider, and one Mrs. McKenzie and Charles E. Lee or their representatives.

The said two parcels of land forming one farm property, and to be sold together as one parcel of land—with all the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the THIRD day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 27th February, 1906. 862
[First published, 3rd March, 1906.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District of Terrebonne, }
 Sainte-Scholastique, à savoir : } PHILIPPE CLÉ-
 No 97. } MENT, De-
 mandeur ; vs DAME
 MELINA DORÉ, Défenderesse, savoir :

Un emplacement situé en la mission de Saint-Jovite, comté et district de Terrebonne, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante (240), et borné comme suit, savoir : en front par le chemin public, à l'ouest par Wilfrid Wolfe, au nord et à l'est par Célestin Bisson ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Saint-Jovite, dit district, le CIN-QUIÈME jour d'AVRIL prochain (1906), entre UNE et DEUX heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sainte-Scholastique, 27 février 1906. 855
 [Première publication, 3 mars 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, }
 Sainte Scholastique, to wit : } PHILIPPE OLE-
 No. 97 } MENT, Plaintiff;
 vs DAME MELINA
 DORÉ, Defendant, to wit :

A lot situate in the mission of Saint Jovite, county and district of Terrebonne, known and described as number two hundred and forty (240), and bounded as follows, to wit : in front by the public road, on the west by Wilfrid Wolfe, on the north and on the east by Celestin Bisson or representatives.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Jovite, said district, on the FIFTH day of APRIL next (1906), between ONE and TWO of the clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sainte Scholastique, 27th February, 1906. 856
 [First published, 3rd March, 1906.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : }
 No 843. } EDMOND NARCISSE
 BEAUDRY, Deman-
 deur ; vs JOSEPH GARCEAU, Défendeur.

1° Un certain terrain ou emplacement situé en la ville de Grand'Mère, contenant soixante pieds de front sur la profondeur de cent vingt pieds ; borné en front par la rue Principale, en profondeur par J. O. H. Ricard, du côté sud-ouest par Edouard Boisvert, et du côté nord-est par Hazarie Garceau, et faisant partie du lot de terre numéro cent quarante (140) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore, et connu et désigné comme étant le lot numéro neuf (9), suivant un plan fait par J. O. Lacoursière, A. G., le 11 mai 1901—avec ensemble une maison dessus construite.

2° Un autre terrain ou emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession sud-est du chemin des Piles, contenant quarante pieds de front sur la profondeur de quatre-vingts pieds ; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté sud-ouest par Benjamin Lavallée, et du côté nord-est par Euchariste Déziel, et faisant partie du lot de terre numéro cent soixante-six (166), du susdit cadastre—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, savoir : l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le MEME JOUR, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
 Trois-Rivières, 7 février 1906. 625.2
 [Première publication, 10 février 1906.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : }
 No. 843. } EDMOND NARCISSE
 BEAUDRY, Plaintiff ;
 vs JOSEPH GARCEAU, Defendant.

1. A certain lot or piece of land situate in the town of Grand'Mère, containing sixty feet in front by the depth of one hundred and twenty feet ; bounded in front by Main street, in rear by J. O. H. Ricard, on the south west side by Edouard Boisvert, and on the north east side by Hazarie Garceau, and forming part of lot of land number one hundred and forty (140), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore, and known and described as being number nine (9), on a plan made by J. O. Lacoursière, L. S., on the 11th of May, 1901—together with a house thereon erected.

2. Another lot or piece of land situate in the parish of Sainte Flore, in the concession south east of the Piles road, containing forty feet in front by the depth of eighty feet ; bounded in front by the public road, in rear and on the south west side by Benjamin Lavallée, and on the north east side by Euchariste Deziel, and forming part of the lot of land number one hundred and sixty six (166), of the said cadastre—with the buildings thereon erected.

To be sold, to wit : the lot firstly described, at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot secondly described, at the church door of the parish of Sainte Flore, on the SAME DAY, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Three Rivers, 7th February, 1906. 626
 [First published, 10th February, 1906.]

Avis Divers

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No 704.

Dame Olivine Lanthier, épouse de Wilfrid Ouellet, voiturier, de la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.
FAUTEUX & FAUTEUX,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sainte-Scholastique, 24 février 1906. 903

Avis de Faillites

District de Gaspé.

Re J. N. Turgeon, marchand de bois, Lévis,
 Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 1er mars 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 1er mars 1904. 897

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Joseph Edouard Perreault, - Joliette, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 22 février 1906, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

E. G. PICHE,
 Curateur.

Bureau : 17, Place Lavaltrie.
 Joliette, 27 février 1906. 901

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 19.

Télesphore Bélanger, de la cité de Sherbrooke, dit district, commerçant,
 Demandeur ;

vs
 Eugène Fortier, de la ville de Windsor Mills, dit district, marchand, Failli.

Avis est donné que, le 27 février 1906, les sous-signés ont été nommés, par une ordonnance de la cour, curateurs conjoints aux biens du dit Eugène Fortier, qui a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

E. C. GATIEN,
 R. LAKEMAN,
 Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 27 février 1906. 899

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 704.

Dame Olivine Lanthier, wife of Wilfrid Ouellet, carriage maker, of the parish of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, has, this day, brought a suit for separation of property against her said husband.

FAUTEUX & FAUTEUX,
 Attorneys for plaintiff.
 Sainte Scholastique, 24th February, 1906. 904

Bankrupt Notices

District of Quebec.

Re J. N. Turgeon, lumber merchant, Lévis,
 Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 1st March, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 1st March, 1906. 898

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*
 In the matter of Joseph Edouard Perreault, Joliette, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge, dated 22nd February, 1906, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within a delay of thirty days from the date of the present notice.

E. G. PICHE,
 Curator.

Office : 17, Place Lavaltrie.
 Joliette, 27th February, 1906. 902

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court*
 No. 19.

Telesphore Belanger, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, trader,
 Plaintiff ;

vs
 Eugene Fortier, of the town of Windsor Mills, in said district, trader, Insolvent.

Notice is given that, on the 27th of February instant, 1906, by an order of the court, the undersigned were appointed joint curators to the property of the said Eugene Fortier, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

E. C. GATIEN,
 R. LAKEMAN,
 Joint curators.

Sherbrooke, 27th February, 1906. 900

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 9.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bessette vs Choquette, 499 ; Bisson vs Maranda, 500 ; Blain vs Ostiguy, 497 ; Bousquet vs Benoit, 498 ; Chartier vs Larivière, 498 ; Cloutier vs Dumont, 499 ; Côté vs Giroux, 497 ; Daoust vs Rainville, 497 ; Dozois vs Blais, 498 ; Fournier vs Alix, 498 ; Gaucher vs Boucher, 497 ; Guerin dit St. Hilaire vs Migner, 500 ; Harter vs Pearse, 500 ; Lambert vs Benoit, 500 ; Lanthier vs Ouellet, 510 ; Lefebvre vs St. Aubin, 497 ; Léveillé vs Trépannier, 497 ; Marcotte vs Leclair, 499 ; Martel vs Duplessis, 498 ; Monat vs Auclair, Murphy vs Doody, 499 ; Simard vs Boudreault, 500.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Blanchet vs Dme McMonagle, 499 ; Dme Fortier vs Berthiaume, 498.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 487.

AVIS :—Communauté Hôpital Général, Ottawa, 496 ; Ministre des chemins de fer et canaux vs The Quebec Southern Railway and South Shore Railway Coy, 500 ; The Lake Megantic Furniture Coy, 496.

BILLS PRIVÉS :—Parlement fédéral :—Avis au sujet des :—491.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 493 ; Conseil législatif, 492.

CERCLE AGRICOLE DISSOUS :—Paroisse du Sacré-Cœur de Marie, 489.

CERCLES AGRICOLES :—Formation de :—Municipalité du village Hébertville, 488 ; Paroisse de Saint-Marc des Carrières, 488.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—United typewriter Coy, 489 ; Rochester German Insurance Coy, 489 ; The Manson Campbell Co, 489 ; Frank & Bryce, 489 ; Canadian Revolving door Coy, 490.

FAILLIS :—Amiot, 502 ; Bélanger, 501 ; Burke et al, 503 ; Collins & Co, 503 ; Côté, 502 ; Fortier, 510 ; Héroux, 501 ; Machabé, 501 ; Matteau, 502 ; Meloche, 503 ; Morin, 501 ; Perreault, 510 ; Sansregret, 502 ; Tessier, 502 ; The Canada Hardware Co, 501 ; Turgeon, 510.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—The Charny Lumber Co, 488.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc :—Divers lots du canton du Cap des Rosiers à la municipalité de l'Anse à Griffon, comté de Gaspé, 488 ; Laverlochère and Baby, comté de Pontiac, 488.

NOMINATIONS :—Agent des terres de l'agence du Lac Mégantic, 487.
Conseillers :—Municipalité de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, 487 ; Saint Ambroise, 487.
Greffier de la cour de circuit et greffier de la paix :—District de Pontiac, 488.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—En faveur de Emile Martial Chapdelaine, 490.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 9.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bessette vs Choquette, 499 ; Bisson vs Maranda, 500 ; Blain vs Ostiguy, 497 ; Bousquet vs Benoit, 498 ; Chartier vs Larivière, 498 ; Cloutier vs Dumont, 499 ; Côté vs Giroux, 497 ; Daoust vs Rainville, 497 ; Dozois vs Blais, 498 ; Fournier vs Alix, 498 ; Gaucher vs Boucher, 497 ; Guerin dit St. Hilaire vs Migner, 500 ; Harter vs Pearse, 500 ; Lambert vs Benoit, 500 ; Lanthier vs Ouellet, 510 ; Lefebvre vs St. Aubin, 497 ; Léveillé vs Trépannier, 497 ; Marcotte vs Leclair, 499 ; Martel vs Duplessis, 498 ; Monat vs Auclair, 497 ; Murphy vs Doody, 499 ; Simard vs Boudreault, 500.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Blanchet vs Dme McMonagle, 499 ; Dme Fortier vs Berthiaume, 498.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 487.

NOTICES :—Community General Hospital, Ottawa, 496 ; Minister of railways and canals vs The Quebec Southern Railway and South Shore Railway Coy, 500 ; The Lake Megantic Furniture Coy, 496.

PRIVATE BILLS :—Federal Parliament, notices respecting the :—491.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 493 ; Legislative Council, 492.

FARMERS' CLUB DISSOLVED :—Parish of Sacré Cœur de Marie, 489.

FARMERS' CLUBS :—Formation of :—Municipality of the village Hébertville, 488 ; Parish of Saint Marc des Carrières, 488.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—United typewriter Coy, 489 ; Rochester German Insurance Coy, 489 ; The Manson Campbell Co, 489 ; Frank and Bryce, 489 ; Canadian Railway door Coy, 490.

INSOLVENTS :—Amiot, 502 ; Bélanger, 501 ; Burke et al, 503 ; Collins & Co, 503 ; Côté, 502 ; Fortier, 510 ; Héroux, 501 ; Machabé, 501 ; Matteau, 502 ; Meloche, 503 ; Morin, 501 ; Perreault, 510 ; Sansregret, 502 ; Tessier, 502 ; The Canada Hardware Co, 501 ; Turgeon, 510.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—The Charny Lumber Co, 488.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect, &c :—Several lots of the township of Cap des Rosiers to the municipality of Griffin's Cove, county of Gaspé, 488 ; Laverlochère and Baby, county of Pontiac, 488.

APPOINTMENTS :—Lands agent of the lands agency of Lake Megantic, 487.
Councillors :—Municipality of Sainte Germaine du Lac Etchemin, 487 ; Saint Ambroise, 487.
Clerk of the circuit court and clerk of the peace :—District of Pontiac, 488.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—In favor of Emile Martial Chapdelaine, 490.

SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE :—Comté Mégantic, 489. AGRICULTURAL SOCIETY :—County of Megantic, 489.

VENTE PAR LICITATION :—Francy vs Francy, 503.

SALE BY LICITATION :—Francy vs Francy, 503.

VENTES PAR LES SHERIFS

SHERIFFS' SALES.

ARTHABASKA :—Crépeau vs Roberge, 504.

ARTHABASKA :—Crépeau vs Roberge, 504.

MONTMAGNY :—Bérubé, Failli, 505.

MONTMAGNY :—Bérubé, Insolvent, 505.

MONTRÉAL :—Simard et al ès-qual vs Dme Drolet, 505.

MONTREAL :—Simard et al ès-qual vs Dme Drolet, 505.

QUÉBEC :—Gaulin vs Bruneau, 506 ; Julien vs Neville, 506 ; La cité de Québec vs Bélanger et vir et al, 506.

QUEBEC :—Gaulin vs Bruneau, 506 ; Julien vs Neville, 506 ; The city of Quebec vs Bélanger et vir et al, 506.

SAGUENAY :—Filion vs Lavoie, 507.

SAGUENAY :—Filion vs Lavoie, 507.

SAINT-FRANÇOIS :—Merrill, Failli, 508 ; Somers vs Boucher, 507.

SAINT FRANCIS :—Merrill, Insolvent, 506 ; Somers vs Boucher, 507.

TERREBONNE :—Clément vs Dme Doré, 508.

TERREBONNE :—Clément vs Dme Doré, 508.

TROIS-RIVIÈRES :—Beaudry vs Garceau, 509.

THREE RIVERS :—Beaudry vs Garceau, 509.